

L'an deux mil neuf, le quatorze décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

**Étaient présents :**

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Michelle GRATADE, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Frédéric DUPUIS, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY.

**Absent excusé :**

M. Philippe MÉREAU (pouvoir à Y. BANDEVILLE).

**Absents :**

Mmes et M. Dominique MACÉ, Estelle PATOZ, Pascal BEAUSSIER, Olivier PIQUEUX.

M. Frédéric DUPUIS est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

### **CONVENTION ATESAT AVEC LA DDE**

Mme le maire explique au Conseil Municipal que

- vu les critères d'éligibilité définis par la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 et le décret n°2002-1209 du 27 septembre 2002, la commune a été déclarée éligible à l'ATESAT par l'arrêté préfectoral en date du 17 juin 2009.
- vu la proposition faite par des services de la Direction Départementale des Territoires,

Considérant que la mission d'Assistance Technique de l'Etat pour Solidarité et Aménagement du Territoire (ATESAT) telle qu'elle est présentée au conseil municipal présente un intérêt pour la commune.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la convention jointe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité moins une abstention :

- Décide d'approuver le renouvellement de la mission d'Assistance Technique de l'État pour Solidarité et Aménagement du Territoire (ATESAT) pour la période 2010-2012 telle qu'elle est annexée à la présente,
- Autorise Madame le maire à signer cette convention pour la période 2010-2012 et tous les documents afférents,
- Dit que les crédits affectés à cette mission soit 480,76 € seront inscrits au budget.

### **REMBOURSEMENT SINISTRE ÉCLAIRAGE PUBLIC RUE BRULÉE**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que fin septembre le réseau d'éclairage public a été endommagé par court circuit face au bureau de tabac, rue Brûlée.

Une déclaration de sinistre avait été faite auprès de notre compagnie d'assurance la SMACL. Nous recevons une proposition de remboursement de 6 219,99 €, les travaux s'élevant à 8 494,11 € TTC.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ce remboursement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide d'accepter le remboursement de 6 219,99 € de la SMACL,
- Autorise Mme le Maire à signer la quittance de règlement du sinistre, ainsi que tous les documents relatifs à ce dossier.

## **APPROBATION DE LA RÉVISION SIMPLIFIÉE N°3 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que

- Vu le code l'urbanisme, notamment les articles L 123-12, L 123-19 ;
- Vu le dossier de révision simplifiée n°3 du P.O.S. ;
- Vu le P.O.S. approuvé le 5 juillet 2007
- Vu la délibération en date du 1<sup>er</sup> septembre 2008 ouvrant la concertation et définissant ses modalités ;
- Vu le compte rendu de réunion de l'examen conjoint des personnes publiques associées en date du 24 septembre 2009 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 81/2009 en date du 16 septembre 2009 mettant le projet de révision simplifiée n°3 du P.O.S. à enquête publique ;
- Vu les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur,

Mme le Maire précise qu'aucune remarque n'a été formulée dans le cadre de la concertation.

Mme le Maire présente les conclusions et l'avis favorable formulés par le commissaire-enquêteur.

Considérant

- Que la concertation s'est déroulée conformément aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme
- Que le projet de révision simplifiée n°3 du P.O.S. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles L 123-13 et L 123-19 du code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de clore la concertation
- Approuve la révision simplifiée n°3 du P.O.S. telle qu'elle est annexée à la présente.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Le P.O.S. approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.

La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité.

## **APPROBATION DE LA MODIFICATION N°3 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

Le Conseil Municipal,

- Vu le code l'urbanisme, notamment les articles L 123-12, L 123-19 ;
- Vu le POS approuvé le 5 juillet 2007.
- Vu le dossier de modification n°3 du P.O.S. ;
- Vu la notification en date du 8 septembre 2009 adressant le dossier de modification à :
  - o M. le Préfet sous couvert de M. le Sous-préfet de Loches
  - o Le président du conseil régional
  - o La présidente du Conseil général
  - o La DDE de Loches
  - o La DDE de Tours
  - o Conseil Général 37 / STA Ligueil
  - o La chambre de Commerce de Tours
  - o La Chambre d'Agriculture
  - o La chambre des Métiers et de l'Artisanat
  - o La CCLD Loches Développement
  - o Messieurs les Maires des communes limitrophes
  - o La DDAF de Tours
  - o La DDASS de Tours
  - o Le SDAP de Tours
  - o Le SIVOM du Lochois
- Vu l'arrêté municipal n° 81/2009 du 16 septembre 2009 mettant le projet de modification n°3 du P.O.S. à l'enquête publique ;
- Vu les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur,

- Considérant que le projet de modification n°3 du P.O.S. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles L. 123-10, L. 123-12, R 123-17, du code de l'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'approuver la modification n°3 du P.O.S. telle qu'elle est annexée à la présente
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département

Le P.O.S. approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture

La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité.

### **CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DE LA RUE GEORGES PATRY**

Mme Le Maire explique au Conseil Municipal qu'un appel à la concurrence a été réalisé pour l'exécution des travaux d'aménagement de la rue Georges Patry.

La commission de voirie s'est réunie les 7 décembre 2009 et 11 décembre 2009 pour procéder à l'ouverture des plis et au choix de l'entreprise. Quatre entreprises ont répondu à la consultation :

- EUROVIA	pour un montant de base de	109 194,58 €
- COLAS	pour un montant de base de	101 309,24 €
- VERNAT	pour un montant de base de	109 797,85 €
- EIFFAGE	pour un montant de base de	99 875,80 €

La commission de voirie propose au Conseil Municipal de retenir l'entreprise EIFFAGE pour un montant de base de 99 875,80 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de retenir l'entreprise EIFFAGE pour un montant de base de 99 875,80 €.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la réalisation de ces travaux.

### **CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DU CHEMIN DES ÉCOLIERS**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un appel à la concurrence a été réalisé pour l'exécution des travaux d'aménagement du chemin des Écoliers.

La commission de voirie s'est réunie les 7 décembre 2009 et 11 décembre 2009 pour procéder à l'ouverture des plis et au choix de l'entreprise.

Une seule entreprise a répondu à la consultation : VERNAT TP pour un montant de 55 549,65 € H.T. y compris les variantes.

La commission de voirie propose au Conseil Municipal de retenir l'entreprise VERNAT TP avec deux sous-traitants : VIGILEC et Dos Santos.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de retenir l'entreprise VERNAT TP pour la somme de 55 549,65 € H.T. y compris les variantes.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la réalisation de ces travaux.

### **CHANGEMENT DES DÉLÉGUÉS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE D'INDRE ET LOIRE**

Par délibération en date du 25 mars 2008, le Conseil Municipal avait délégué auprès du SIEIL Mme le Maire en qualité de titulaire et M. Jean-Claude Dupas en qualité de suppléant. Mme le Maire ayant de nombreuses occupations dues à sa fonction propose au Conseil Municipal de désigner M. Jean-Claude Dupas délégué titulaire auprès du SIEIL.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de déléguer, M. Jean-Claude Dupas en qualité de titulaire auprès du SIEIL et Mme Sophie Métadier, Maire en qualité de suppléante

## **DEMANDE DE STAGE D'UNE ÉTUDIANTE EN LICENCE**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'une étudiante en Licence Professionnelle d' Aménagement et Développement des Territoires Ruraux au Centre d'Etudes Supérieures de Châteauroux, souhaiterait effectuer un stage au sein de la Mairie de mars à juin 2010. Cette étudiante effectue cette formation dans le cadre de la formation continue. Il n'y a donc pas lieu de lui verser d'indemnités de stage ou de gratification.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Accepte la demande de stage d'une étudiante en licence d'Aménagement et de Développement des Territoires Ruraux, qui s'effectuera de mars à juin 2010.
- Autorise Mme le Maire à signer tout document concernant ce dossier.

## **RENOUVELLEMENT D'UN CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI ou CONTRAT UNIQUE D'INSERTION**

M. Yves Bandeville rappelle au Conseil Municipal qu'il avait été décidé, par délibération en date du 4 mai 2009, la création d'un poste en Contrat d' Accompagnement vers l'Emploi (CAE) pour les services techniques. Le poste a été pourvu au 31 août 2009 pour six mois et le contrat vient à expiration le 1er mars 2010.

M. Yves Bandeville indique, qu'il est toujours nécessaire de renforcer l'équipe des services techniques, étant donné les travaux d'entretien à réaliser d'une façon permanente et les rénovations diverses en cours. La Commission du personnel du 23 novembre 2009 a donné un avis favorable à ce renouvellement.

M. Yves Bandeville propose le renouvellement du contrat CAE ou CUI (Contrat Unique d'Insertion) des services techniques à compter du 1er mars 2010, pour une durée d'une année, sous réserve d'acceptation de Pôle Emploi.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Décide le renouvellement, à compter du 1er mars 2010, d'un poste en CAE ou CUI aux services techniques.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.
- Dit que les crédits seront inscrits au budget de la collectivité.

## **HÉBERGEMENT DU SIÈGE SOCIAL DE L'ASSOCIATION SYSTÈME D'ÉCHANGES LOCAUX DU LOCHOIS À LA MAIRIE DE BEAULIEU**

Mme le Maire expose la demande de l'association « Système d'Échanges Locaux du Lochois » dont l'objet se traduit par un système d'échanges de services et de biens, de domicilier son siège social à la mairie de Beaulieu-lès-Loches.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Accepte la domiciliation du siège social de l'association « Système d'Échanges Locaux du Lochois » à la mairie de Beaulieu-lès-Loches – 6, Place du Maréchal Leclerc – 37600 Beaulieu-lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

## **VIREMENT DE CRÉDIT**

Madame le maire demande au Conseil Municipal l'ajout de cette délibération. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Monsieur Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de faire un virement de crédit de 7 050 € afin de pouvoir régler la facture de Segilog, nouveau prestataire informatique pour les logiciels techniques de la mairie. Monsieur Yves BANDEVILLE propose le virement de crédit suivant :

Article	Libellé	Investissement / Dépenses
205	Concessions et droits similaires	+ 7 050
020	Dépenses imprévues	- 7 050

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte ce virement de crédits.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

## **QUESTIONS DIVERSES**

- Conseil d'administration de la MAFPA, établissement d'accueil pour personnes âgées

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que Mme Rodriguez, directrice de la MAFPA, résidence de la Gabillière à Bridoré, demande si un Conseiller Municipal de Beaulieu pourrait faire partie à titre personnel du conseil d'administration. Elle pense en particulier à Mme Barrault, qu'elle côtoie souvent au CIAS. Un délai de réflexion est demandé par une conseillère. Le sujet sera de nouveau abordé lors du prochain Conseil Municipal.

- Transport scolaire :

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que durant la dernière réunion plénière du Syndicat de Transport Scolaire, le président a demandé aux représentants des communes de lancer en conseil municipal une discussion sur la base des éléments suivants :

*Le Conseil Général a informé le syndicat de l'élaboration d'un nouveau schéma départemental des transports. Les conclusions de cette étude ne seront pas connues avant mars 2010. Les Syndicats de transports scolaires (A02) risquent d'être associés avec les lignes régulières. Monsieur Philippe AULIN, Président du Syndicat, a demandé aux délégués que chaque commune adhérente prenne position sur la question en expliquant leur choix de conserver ce service de proximité et la gestion ; et de refuser le nouveau plan de restructuration des transports collectifs, notamment le fait que des scolaires empruntent les circuits publics.*

Après discussion le Conseil Municipal émet le souhait que le service de transport pour les collégiens et les lycéens soit assuré quelles qu'en soient les modalités. Il ne s'oppose pas à ce que des lignes régulières puissent transporter les élèves vers les établissements du second degré, tant que les horaires, les coûts et la sécurité sont assurés et maintenus.

- Marché

A partir de dimanche prochain, il y aura un rôtisseur sur le marché. Le marché se tiendra exceptionnellement les jeudis 24 et 31 décembre.

Depuis la fermeture du café-restaurant, les commerçants n'ont plus de toilettes. La commission de voirie cherche une solution.

- Michelle Cournarie rappelle les dates du concert de Noël des enfants, et demande aux bonnes volontés de faire des gâteaux.
- Le prochain Conseil Municipal aura lieu le lundi 4 janvier 2010 à 19h30.
- Lundi 4 janvier 2010 : commission logement à 19h.

- Bibliothèque

Michèle Gratade et Michèle Villatte expliquent au Conseil Municipal que le Conseil Général relance ses aides aux bibliothèques, y compris en investissement ou en formation, pour les bibliothèques. Pour bénéficier de ces subventions, il est nécessaire d'établir une convention entre l'association et la commune, qui prévoit notamment la mise à disposition des locaux par la commune et le versement à l'association d'un budget égal à 2 € par habitant pour l'acquisition de livres. Elles signalent aussi que l'ouverture de la bibliothèque ne pourra pas être opérationnelle avant 8 à 9 mois, en fonction des locaux choisis. Environ 4000 livres ont été déjà donnés par des habitants de Beaulieu ou d'ailleurs.

- Les Vœux de la Communauté de Communes ont lieu le 28 janvier 2010 à La Saulaie à 18h et ceux de Beaulieu le 22 janvier 2010 à 20 h.
- Le chantier des tennis de la Communauté de Communes aux Jardins de l'Abbaye devrait commencer début 2010.

La séance close à 22h07.